



M. Guillaume Leforestier  
Secrétaire général  
Ministère de la transition écologique  
Arche Sud  
92055 Paris La Défense Cedex 04

Paris, le 23 mai 2025

N/Réf : ZN/LJ/25084

**Objet :** Accord Egalite professionnelle

Monsieur le Secrétaire général,

Nous avons bien reçu le protocole d'accord 2025-2028 relatif à l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes que vous nous avez transmis le 5 mai 2025.

Les négociations ont en effet duré plusieurs mois, durant lesquels nous avons, réunion après réunion, tenu à défendre nos revendications, issues des retours que nous avons eu des agents de votre pôle ministériel.

Durant ces réunions, nous avons en particulier porté 3 point précis, porteurs pour nous d'avancées concrètes pour la vie quotidienne des agents :

- La mise en place de la semaine de 4,5 jours ;
- Le rétablissement de réunions de concertation au niveau local permettant de contrer a priori les éventuels discriminations et stéréotypes dans les propositions de promotion par exemple ;
- La « massification » des publications de poste, permettant à des couples de pouvoir envisager des mobilités conjointes.

Nous ne trouvons malheureusement aucunement dans le texte des avancées sur ces points précis, voire nous déplorons que certaines de nos propositions soient reprises dans des groupes de travail sur lesquels nous n'avons prises.

Dans le contexte actuel de recul social et de bafouement des engagements pris, y compris au niveau ministériel, le mandat que nous avons eu est de ne pas signer ce protocole. En effet, de notre point de vu, il ne se trouve dans cet accord aucun droit nouveau pour les agents ou aucun engagement clair et précis pour rétablir l'égalité de traitement entre femmes et hommes.

**FEETS FO**

Fédération de l'Équipement, de l'Environnement, des Transports et des Services **FORCE OUVRIERE**  
46 rue des petites écuries 75010 Paris



Cependant, les négociations au niveau fonction publique s'engageant prochainement et portant sur de nombreux thèmes abordés lors de la négociation ministérielle sur lesquels vous n'aviez pas la main, nous vous proposons de proroger à nouveau le précédent protocole et d'attendre les conclusions des négociations fonction publique pour revenir avec un nouveau projet. Ce temps donné permettra également d'avoir des résultats de l'étude de cohortes (actée lors du précédent protocole) pour pouvoir négocier des mesures correctives concrètes.

Nous vous prions de croire, Monsieur le Secrétaire général, à l'expression de notre considérations distinguée.

Le Secrétaire général



Zaïnil NIZARALY